

La Chine et l'Asie centrale en 2017 :

Une nouvelle étape de l'essor chinois en Eurasie ?

Thierry Kellner

Maître de conférence, Université libre de Bruxelles

**Note d'actualité n°24/24 de l'Observatoire de la Chine, cycle 2017-2018,
Janvier 2018**



Occupant en Asie centrale une position marginale à la disparition de l'URSS, la Chine y a graduellement développé sa présence et son influence politique et économique à compter des années 1990 avant de les renforcer considérablement dans la décennie 2000¹. Une nouvelle phase d'essor s'est enclenchée lorsque Xi Jinping a fait de cette région une des priorités de la politique étrangère chinoise dans le cadre des initiatives de la « ceinture économique et la voie maritime des nouvelles routes de la soie du XXI^e siècle » (le projet *One Belt, One Road* ou OBOR, rebaptisé *Belt and Road Initiative* ou BRI en 2017) annoncées en 2013. Certains observateurs ont évoqué à ce propos un « moment eurasiatique » de la diplomatie chinoise. Quoi qu'il en soit, malgré certains obstacles, l'action chinoise et les dynamiques développées depuis plus de 25 ans en Asie centrale ont considérablement remodelé l'équilibre des forces au profit de Pékin. De marginale, la République populaire s'est hissée au rang d'acteur politique et surtout économique, financier et énergétique majeur dans cette région et, malgré des limites non négligeables, elle pourrait à terme y devenir l'acteur le plus influent. Qu'en a-t-il été de son action en 2017 ?



Consolidation des rapports politiques de proximité avec les RAC

Pékin entretient depuis 1991 des contacts politiques réguliers et à différents niveaux avec l'ensemble des Républiques d'Asie centrale (RAC) soit sur le plan bilatéral - il est lié par des relations de « partenariat stratégique »² avec tous ces États -, soit sur le plan multilatéral depuis 2001, dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). En 2017, la Chine a bénéficié d'un climat international favorable à la poursuite de son action dans cette zone, notamment en capitalisant sur l'absence de direction de l'administration Trump. Cette dernière a surtout été absorbée au cours de l'année par les controverses politiques intérieures et les crises nord-coréenne et du Moyen-Orient. Elle a déployé peu d'efforts pour développer une nouvelle approche politique envers l'Asie centrale avant janvier 2018 lorsque le président kazakh Nazarbaev a été reçu

1 - Voir Thierry Kellner, *L'Occident de la Chine. Pékin et la nouvelle Asie centrale (1991-2001)*, Paris, Presses universitaires de France, 2008, xi-622p. et Thierry Kellner, « La Chine et l'Asie centrale vingt-cinq ans après... De la marginalité au centre de la scène régionale », *Outre-terre, Revue européenne de Géopolitique*, n°48, 2016/3, Janvier 2017, pp. 268-304.

2 - La terminologie créée par la diplomatie chinoise pour qualifier ses relations avec des pays amis comporte quatre niveaux en fonction de leur intimité : de « relations de coopération amicales » à « partenariat amical et coopératif » puis « partenariat global » et enfin « partenariat stratégique », le plus haut niveau de rapports bilatéraux. Voir sur cette terminologie Hao Su, « Harmonious World : The Concealed International Order in Framework of China's Foreign Affairs », in Masafumi Iida (Ed.), *China's Shift. Global Strategy of the Rising Power*, The National Institute for Defense Studies, Japan, 2009, pp. 29-55.

à Washington, annonçant peut-être un regain d'intérêt de la part du président Trump pour cette région.

A l'opposé de cet immobilisme américain, Pékin a multiplié les rencontres avec les dirigeants de la région et a tiré profit de nouvelles opportunités, comme le changement de président en Ouzbékistan, pour tisser des liens plus étroits avec les régimes en place. En matière bilatérale, les rapports avec Tachkent se sont ainsi raffermis en 2017. Le président Xi a envoyé en décembre 2016 un message de félicitation à Shavkat Mirziyoyev pour son élection à la présidence du pays, une politesse rendue en novembre 2017 lors de la réélection de Xi comme secrétaire général du Comité central du PCC. Xi a reçu le président Mirziyoyev en mai 2017 à Pékin pour sa première visite d'État en Chine juste avant le sommet des routes de la soie (*Belt and Road Forum for International Cooperation*) organisé dans la capitale chinoise auquel il a également participé. Symbole de leur volonté d'entretenir des liens de proximité, un Comité de coopération de haut niveau a été établi, créant un canal de communication direct entre les deux chefs d'État. Le président Xi a aussi reçu son homologue kirghize à Pékin en janvier 2017. Il l'a revu, comme d'ailleurs l'ensemble des autres chefs d'États centrasiatiques, en mai suivant lors du sommet BRI organisé à Pékin et qui a réuni 29 chefs d'États. A l'occasion de sa rencontre de janvier avec Xi, le président kirghize a souligné que la Chine était un « partenaire stratégique important » de son pays, saluant son rôle clé dans sa « prospérité » et sa « stabilité ».

Vu l'importance économique de ce pays, c'est avec le Kazakhstan que les contacts diplomatiques sont les plus intenses. Les rencontres se sont multipliées en 2017. Les deux pays ont signé en avril une feuille de route pour les trois prochaines années en vue de renforcer la collaboration dans les domaines politique, économique et commercial mais aussi sur l'utilisation des ressources en eau transfrontalières, une question bilatérale épineuse. Dans le contexte de l'obtention par le Kazakhstan d'un siège non permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies (2017-2018), Pékin a décidé de tenir des réunions et des consultations régulières avec Astana. En mai 2017, le président kazakh était à Pékin pour le sommet BRI. A cette occasion, le président Xi l'a appelé à renforcer la coopération juridique face au « séparatisme », au « terrorisme » et à l'« extrémisme », un intérêt de sécurité majeur pour la Chine en Asie centrale depuis les années 1990 au regard de l'émergence de mouvements jihadistes dans la zone et dans la province du Xinjiang. Cet intérêt s'est accru dans le sillage des émeutes d'Urumqi de 2009, puis des menaces proférées par Daech contre Pékin depuis 2015. Pour consolider le climat positif des relations bilatérales, Xi soutient par ailleurs les ambitions internationales du Kazakhstan³. Il a salué en juin 2017 ses efforts dans le cadre des pourparlers d'Astana sur la Syrie. Pékin considère ce processus organisé autour de la Russie, de l'Iran et de la Turquie –sans les Occidentaux donc– comme une plateforme importante pour le processus de réconciliation dans ce pays dont il soutient le régime en place. Les deux parties ont également discuté de l'institutionnalisation de la Conférence sur les mesures

3 - « Xi calls for strengthened strategic coordination between China, Kazakhstan », *People's Daily*, 14 mai 2017.

d'interaction et de confiance en Asie (CICA), un forum proposé pour la première fois par le président kazakh en octobre 1992 et qui compte en 2017 26 membres, et de la possibilité de la transformer en une organisation internationale⁴. Une possibilité qui renforcerait non seulement le statut et le prestige du Kazakhstan mais surtout qui contribuerait à promouvoir une dynamique intra-asiatique supplémentaire, indépendante des Occidentaux (les États-Unis y sont simple observateurs), un objectif majeur de la politique étrangère chinoise en Asie. En juin 2017, le président Xi a également effectué un important déplacement au Kazakhstan. Il s'agissait de sa troisième visite d'État (après celles de 2013 et 2015) dans ce pays et de sa seizième rencontre avec le président Nazarbaev. Il a été décidé à cette occasion d'approfondir le « partenariat stratégique global » qui les lie déjà. Pour Xi, les deux pays ne sont pas seulement de « bons voisins » mais aussi des « partenaires stratégiques complets »⁵.

Lors de ce déplacement à Astana, le président Xi a par ailleurs rencontré ses homologues centrasiatiques au cours du 17^e Conseil des chefs d'État de l'OCS. Avec le Président tadjik, il a évoqué la coopération bilatérale dans le cadre de la BRI et les moyens d'approfondir leur partenariat stratégique. Il a appelé à renforcer la coordination des politiques économiques, l'alignement des stratégies de développement, la connectivité, la libéralisation et la facilitation du commerce et des investissements et enfin la coopération en matière de défense et de sécurité. M. Rakhmon a déclaré que son pays était prêt à mettre en synergie sa stratégie de développement avec l'initiative OBOR⁶. Cette rencontre n'a pas été pavée que de bonnes intentions puisqu'elle a été suivie d'une invitation faite au président Rakhmon d'assister comme invité d'honneur au sommet des BRICS à Pékin en septembre. A cette occasion, les deux pays ont élevé leurs relations diplomatiques au niveau d'un « partenariat stratégique global » et signé treize accords dans divers domaines (agriculture, énergie, finance et infrastructures). Lors de sa rencontre avec son homologue turkmène à Astana, Xi a souligné l'importance des relations énergétiques liant les deux pays et la nécessité de renforcer la coopération dans la logistique des transports⁷.

Au-delà de leur aspect politique, la priorité de ces multiples rencontres au cours de l'année 2017 est donc allée aux relations économiques, énergétiques, en matière d'infrastructures et de connectivité et enfin de sécurité.

4 - « China, Kazakhstan eye stronger cross-border, security cooperation, *Xinhua*, 8 juin 2017.

5 - « Full text of Chinese president's signed article in Kazakh newspaper », *Xinhua*, 7 juin 2017.

6 - Douchanbé a présenté sa *Stratégie nationale de développement* pour la période allant jusqu'à 2030 en Chine en mai 2017. Voir « Tajikistan: National Development Strategy Presented in China », *Business World Journal*, 25 mai 2017.

7 - « Xi Jinping: China - Turkmenistan's main energy partner », *Trend Daily News*, 10 juin 2017.

Essor de la coopération sécuritaire

Même si elles sont moins visibles qu'en matière politique, les relations sino-centrasiatiques se sont progressivement développées dans les domaines sécuritaires et militaires. Des accords de coopération renforcée dans le domaine de la lutte antiterroriste lient la Chine à toutes les Républiques centrasiatiques depuis la décennie 2000. Dans le sillage du 11 septembre, un accord de coopération dans la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme avait en effet été signé avec la République kirghize en décembre 2002 à l'occasion de la visite à Pékin du ministre kirghize des Affaires étrangères. Il s'agissait de promouvoir une coopération anti-terroriste bilatérale renforcée en établissant un système régulier d'échange d'informations et en mettant en place une coopération technique entre forces de police. Dans la période post-11 septembre, la Chine a conclu ce type d'accord bilatéral avec le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et même le Turkménistan à l'occasion de la visite du président Saparmourat Niazov à Pékin en avril 2006. Les objectifs majeurs pour la Chine de ces accords sont d'accroître la sécurité au Xinjiang en affermissant le « cordon sanitaire » qui isole la population turcophone ouïgoure du reste du monde, de protéger ses intérêts économiques et ses investissements dans ces pays et plus marginalement, de contribuer à leur stabilité.

La coopération sécuritaire s'est concrétisée par l'organisation d'exercices antiterroristes multilatéraux sous l'égide de l'OCS pour rassurer Moscou mais aussi plus rarement sous forme d'exercices bilatéraux. Les relations avec le Tadjikistan et la République kirghize, toutes deux frontalières du Xinjiang et proches de l'Afghanistan, se sont intensifiées dans l'antiterrorisme depuis 2016, notamment en raison de l'instabilité persistante de la situation afghane et des craintes de Pékin à l'égard des possibilités d'infiltrations de militants radicaux islamistes ouïgours dans sa province du Xinjiang depuis ce pays ou en provenance d'Asie centrale⁸.

8 - Deux groupes radicaux – qui pourraient d'ailleurs n'en former qu'un seul – sont généralement cités comme pouvant menacer la Chine depuis l'Asie centrale, l'Afghanistan ou le Pakistan : le Mouvement islamique du Turkestan oriental ou ETIM (de son acronyme anglais) et plus récemment le Parti islamique du Turkestan ou TIP (de son acronyme anglais). L'ETIM a été accusé d'être responsable d'une attaque terroriste contre l'ambassade de Chine à Bichkek au Kirghizstan le 30 août 2016. Par ailleurs, une vidéo publiée par le TIP en novembre 2017 montrait un important convoi de ses combattants et de son équipement défilant quelque part dans le nord-ouest de la Syrie. De plus, la présence de combattants ouïgours dans les rangs de Daech est documentée. En février 2017, la Chine avait été directement menacée par Daech qui est, il faut le rappeler, également présent en Afghanistan. De nombreux observateurs considèrent toutefois que cette menace est surestimée (les capacités opérationnelles de ces mouvements sont faibles sur le territoire chinois) et que Pékin l'utilise comme une excuse pour sa politique très répressive au Xinjiang – Xi Jinping évoquait encore fin janvier 2018 la nécessité de mettre en place une « Grande muraille d'acier » dans cette zone - à l'égard surtout de sa minorité turcophone ouïgoure. Voir Colin P. Clarke, Paul Rexton Kan, « Uighur Foreign Fighters: An Underexamined Jihadist Challenge », *The International Centre for Counter-Terrorism, Policy Brief*, 8, n° 5, Novembre 2017, 18p.

En août 2016, la Chine, le Tadjikistan, l'Afghanistan et le Pakistan ont inauguré un « mécanisme de coordination et de coopération quadrilatéral ». Une seconde réunion entre les quatre partenaires s'est tenue à Douchanbé en août 2017. Malgré des tensions dans les rapports entre Kaboul et Islamabad, les responsables militaires des quatre pays y ont renouvelé leur engagement conjoint à lutter contre le terrorisme et à partager l'information. En septembre 2016, Pékin a signé un accord avec Douchanbé portant sur la construction de onze postes d'observation ainsi que d'un centre de formation pour les gardes-frontières (tadjik) le long de la frontière tadjiko-afghane. Fin octobre 2016, les forces tadjikes et chinoises ont mené un exercice conjoint de lutte contre le terrorisme dans la partie tadjike du corridor de Wakhan, frontalier du Xinjiang. A l'occasion de sa rencontre avec le président tadjik à Astana en juin 2017, le président Xi a à nouveau abordé le thème de la défense et de la sécurité. Les questions liées à la coopération inter-gouvernementale en matière de lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée ainsi que la sécurité et la stabilité de l'Afghanistan ont été abordées. Enfin, dans le sillage du sommet des BRICS organisé à Pékin en septembre 2017 auquel le Tadjikistan a été convié, les deux pays ont signé un accord destiné à renforcer les communications entre leurs départements de la défense, de la sécurité et de la police, et à approfondir l'échange de renseignements⁹.

Avec la République kirghize, Pékin s'est entendu en janvier 2017 pour approfondir la coopération en matière de sécurité et combattre conjointement les « terroristes » tels le Mouvement islamique du Turkestan oriental¹⁰. Le ministère chinois de la Défense a annoncé en mars une aide de 14 millions de dollars dans le cadre de la coopération militaire technique bilatérale¹¹ et les deux pays se sont engagés en avril à renforcer leur coopération et leur coordination dans les affaires frontalières, notamment en améliorant les communications inter-agences, en effectuant une analyse régulière de la situation dans les zones frontalières, en partageant des informations et des expériences et en poursuivant les patrouilles frontalières conjointes. La nécessité de mener des exercices antiterroristes conjoints a été soulignée – le dernier en date était de 2011 – et la partie chinoise a offert de fournir un appui technique mais aussi un soutien en terme de formation du personnel du service frontalier kirghize¹². Les gardes-frontières des deux pays ont organisé en juin 2017 un exercice antiterroriste conjoint (*Tianshan III*) dans la préfecture de Kizilsu au Xinjiang. 700 policiers des deux pays, appuyés par des véhicules blindés et des hélicoptères, ont été impliqués. L'exercice comportait une simulation de contrebande d'armes en Chine par des terroristes armés venus du

Kirghizstan. Il a testé la capacité d'action conjointe¹³.

Ces relations sécuritaires demeurent cantonnées aux menaces non-traditionnelles et sont de faible ampleur si on les compare aux rapports qu'entretiennent les forces militaires des républiques centrasiatiques avec la Russie¹⁴. Mais la tendance est clairement au renforcement qualitatif, à l'approfondissement des rapports de sécurité et à un engagement accru de la Chine dans ce domaine. Le ministre de la Défense chinois s'est rendu en Ouzbékistan en décembre 2017. Les parties ont discuté des perspectives pour le développement des relations bilatérales dans le domaine militaire, technique et de la formation militaire¹⁵. Un accord a été signé sur la coopération dans ce dernier secteur. Lors de sa visite au Kazakhstan en juin 2017, le président Xi a par ailleurs évoqué l'idée de sécurité « commune », « globale », « coopérative » et « durable » avec un accent sur les menaces non-traditionnelles – c'est-à-dire le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme, le trafic de drogue, le crime organisé transnational et la cybersécurité, menaces identifiées de longue date et à propos desquels les deux pays coopèrent déjà. Dans le sillage de ce déplacement, les deux pays ont discuté de mesures pour accroître l'efficacité des contrôles frontaliers. Un accord spécifique portant sur la sécurité de la zone spéciale transfrontalière de Khorgos a été conclu (novembre 2017)¹⁶. Mais plus significatif encore de la tendance qui se dessine, lors de cette visite, Xi a émis le souhait de créer des mécanismes bilatéraux pour assurer la sécurité des oléoducs et gazoducs et d'autres grands projets de coopération. Il a cité la protection des droits et intérêts légitimes, de la sécurité personnelle et de la propriété des citoyens et des entreprises. Ces déclarations témoignent d'une modification du discours qui illustre l'essor de la présence chinoise dans la zone¹⁷. Elles traduisent l'évolution progressive des positions de la Chine en matière de sécurité, en raison notamment de la croissance de ses capacités et de ses intérêts régionaux. Ses investissements, ses intérêts économiques et commerciaux au Kazakhstan et ailleurs en Asie centrale la poussent, comme ailleurs dans le monde, à envisager de jouer un rôle plus actif en matière de sécurité même si elle reste jusqu'ici très prudente dans cette région, sans doute en raison des risques mais aussi pour éviter d'effrayer ses partenaires centrasiatiques et Moscou qui, malgré sa marginalisation progressive sur le plan économique, continue de considérer cette zone comme relevant de sa sphère d'influence et conserve jusqu'à présent une position dominante en matière sécuritaire.

9 - Charlotte Gao, « China and Tajikistan to Establish Comprehensive Strategic Partnership », *The Diplomat*, 1er septembre 2017 et « China, Tajikistan Agree To More Intelligence Exchanges », *Radio Free Europe*, 1er septembre 2017.

10 - « China, Kyrgyzstan vow to deepen security cooperation », *Xinhua*, 6 janvier 2017.

11 - « China defense ministry will grant \$14.4 million to General Staff of Armed Forces of Kyrgyzstan », *Central Asian News Services*, M22 mars 2017.

12 - « China, Kyrgyzstan to strengthen cooperation in border affairs », *Xinhua*, 13 avril 2017.

13 - « China, Kyrgyzstan hold anti-terror drill in Xinjiang », *Xinhua*, 27 juin 2017.

14 - Voir Erica Marat, *The military and the state in Central Asia: from Red Army to independence*, London, Routledge, 2010, x-160p.

15 - « President of Uzbekistan received the member of the State Council, the Minister of Defense of China », *Uzbekistan National News Agency*, 20 décembre 2017 et « Delegation of Ministry of Defense of China visits Uzbekistan », *UzDaily*, 21 décembre 2017.

16 - « Kazakhstan, China agree to tighten security on Khorgos », *SeeNews*, 16 novembre 2017.

17 - « Full text of Chinese president's signed article in Kazakh newspaper », *op. cit.*

Relance des relations commerciales

Pays	Rang	% du commerce extérieur total	Partenaires principaux
Kazakhstan	3	12,7 %	1° UE 28 (39,2%) 2° Russie (20,5)
République kirghize	1	29 %	-
Tadjikistan	3	11 %	1° Russie (30,1%) 2° Kazakhstan (15,8%)
Turkménistan	1	44%	-
Ouzbékistan	1	20,7 %	-

La place de la Chine dans le commerce extérieur des RAC en 2016¹⁸

La Chine occupe une place majeure dans le commerce des différentes républiques centrasiatiques comme le montre le tableau ci-dessus. Le Kazakhstan est son premier partenaire en Asie centrale depuis les années 1990 même si les échanges avec le Turkménistan ont gagné en importance en raison de ses livraisons gazières à la Chine. Astana qui est économiquement la nation dominante de la région (environ 60% du PIB de l'Asie centrale) est aussi le second partenaire de Pékin, après la Russie, dans l'espace CEI. En 2017, environ 985 entreprises opérant avec la participation de capitaux chinois étaient actives au Kazakhstan contre 40 (2016) au Turkménistan¹⁹. Ces dernières années cependant, les volumes du commerce bilatéral se sont tassés en raison notamment de la chute des prix des hydrocarbures. Moscou a également regagné du terrain au Kazakhstan dans le cadre de l'Union économique eurasiennne lancée en 2015. Après une conjoncture difficile pour l'économie kazakhe en 2016 au cours des huit premiers mois de 2017, le volume du commerce bilatéral sino-kazakh a augmenté de 31 % pour s'établir à 6,5 milliards de dollars. Les exportations kazakhes à destination de la Chine se sont élevées à 3,5 milliards de dollars (+28%) et les importations venues de Chine à 3 milliards (+36 %) ²⁰.

Avec le Turkménistan, en 2016, la Chine a augmenté ses importations de gaz de 13,3% mais en même temps, étant donné la baisse des prix depuis 2014, la valeur des exportations turkmènes a chuté de 22 % pour atteindre 7,55 milliards de dollars. De manière générale, la Chine est le principal acheteur de gaz turkmène, ainsi que de produits agricoles et de certains produits de l'industrie légère. Le Turkménistan, en froid avec ses autres clients (Russie et Iran²¹), est plus que jamais dépendant du marché chinois pour ses exportations de gaz et donc pour assurer la stabilité de son économie (le gaz représente plus de 90% de ses

18 - Chiffres du FMI repris par la Commission européenne. Voir: <http://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and-regions/statistics/>

19 - Chiffres cités dans « Leaders of Kazakhstan and China noted importance of Silk Road idea », Kazakhstan General Newswire, 18 juin 2017 et « China offers Turkmenistan to build truck assembly plant », *Trend Daily Economic News*, 10 juillet 2017.

20 - « Kazakhstan reveals worth of goods to be exported to China », *Trend News Agency*, 10 novembre 2017.

21 - Voir *infra*.

exportations).

Ailleurs en Asie centrale, la période de 2013 à 2016 a été caractérisée par un taux de croissance du commerce plus rapide avec l'Ouzbékistan qu'avec d'autres pays de la région. En volume, il n'était cependant que de 4,2 milliards de dollars en 2016 et 5 milliards en 2017, mais les deux pays visent les 10 milliards de dollars d'ici à

2020²². En 2017, on comptait 704 entreprises avec la participation de capitaux chinois, dont 88 détenues à 100%, et des bureaux de représentation de 73 entreprises de la RPC opérant dans ce pays²³. Avec le Tadjikistan, la plus pauvres des républiques centrasiatiques, le commerce a baissé en 2016

(-39%). Pékin et Douchanbé qui ont décidé en 2017 d'accroître leur coopération économique ont annoncé leur intention de le faire passer à 3 milliards de dollars d'ici à 2020²⁴. Avec la République kirghize, il est délicat d'évaluer le volume exact du commerce. Il existe des différences significatives sur les échanges bilatéraux dans les statistiques douanières. Ainsi, en 2016, selon les chiffres fournis par la Chine, les exportations s'élevaient à 5,6 milliards de dollars, alors que selon les chiffres kirghizes elles n'étaient que de 1,5 milliard de dollars soit un écart de 4,1 milliards de dollars ! Pour les huit premiers mois de 2017, on retrouve le même problème avec un écart qui serait de 2,5 milliards de dollars²⁵. Ces décalages importants résultent de multiples causes allant de la différence des systèmes de régimes douaniers, à la réexportation, voire à la corruption et aux fausses déclarations.

Quoi qu'il en soit des performances, les rencontres bilatérales au cours de l'année 2017 entre représentants chinois et centrasiatiques tous pays confondus ont mis l'accent sur le commerce et les relations économiques, et les moyens de les intensifier. Outre les rapports bilatéraux, pour stimuler davantage le commerce et contrer les effets négatifs ressentis sur ses échanges avec certains de ses partenaires centrasiatiques (comme la République kirghize) membres de l'Union économique eurasiennne, Pékin promeut la signature d'un accord de libre-échange avec cette institution favorisée par la Russie. Une idée qui reste à concrétiser, mais qui semble faire son chemin à Moscou si on en croit les déclarations du vice-Premier ministre, Igor Shuvalov, en novembre 2017²⁶.

22 - « Uzbekistan, China plan to increase bilateral trade turnover up to US\$10bn », *UzDaily*, 15 mai 2017.

23 - « Uzbekistan/China : Bilateral trade to increase to USD 10bn », *Esmerk*, 24 mars 2017.

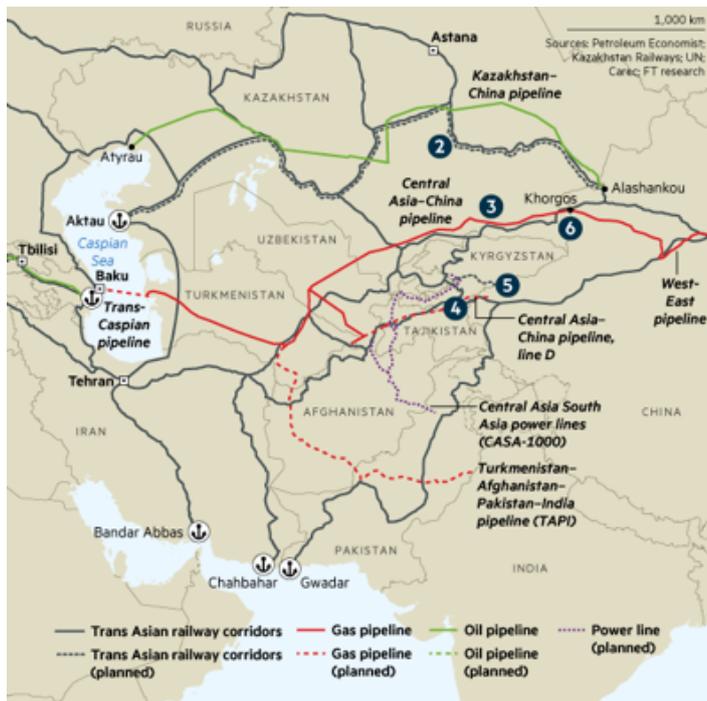
24 - « Tajikistan/China : Mutual trade expected to increase to USD 3bn », *Esmerk*, 15 mai 2017.

25 - « Figures On Trade Between China And Kyrgyzstan Differ Greatly », *Business World Journal*, 27 octobre 2017.

26 - « Eurasian Economic Union close to signing free trade zone agreement », *Tass*, 17 novembre 2017.

Nouveaux développements dans le domaine de l'énergie

Les relations dans le domaine de l'énergie, des hydrocarbures en particulier, sont placées au cœur des rapports sino-centrasiatiques depuis les années 1990, avec une accélération dans la décennie 2000. Elles ont connu de nouveaux développements en 2017.



Source : « Map :Connection Central Asia », Financial Times, 9 mai 2016, <https://www.ft.com/content/ee5cf40a-15e5-11e6-9d98-00386a18e39d>

Pétrole

Dans le domaine pétrolier, les compagnies chinoises sont actives dans l'exploration et l'exploitation en Asie centrale depuis une vingtaine d'années. L'infrastructure de transport, la plus importante, l'oléoduc sino-kazakh entré en fonction en 2008, a transporté entre 2008 et début 2017, 100 millions de tonnes (Mt) de pétrole destiné aux raffineries chinoises du Xinjiang, du Sichuan et du Gansu²⁷. En 2017, il a transporté 12,3 Mt de pétrole brut vers le marché chinois soit une hausse de 23,2 % en glissement annuel. En 2013, deux stations de pompage ont été ajoutées pour doubler sa capacité de transport (20 Mt/an). Depuis 2014, du pétrole russe transite vers la Chine aux côtés du pétrole kazakh par ce tuyau. Un accord entre *KazTransoil* et *Rosneft* permet le pompage de 7 Mt de pétrole russe par an. A la fin de décembre 2016, les deux sociétés ont convenu de passer à 10 Mt de pétrole russe par an

27 - « China-Kazakhstan Oil Pipeline Supplies 100 mn Tons to China », *SinoCast*, 30 mars 2017.

à compter de 2017²⁸ et *Rosneft* envisage la possibilité de fournir 3 Mt de pétrole supplémentaires par an et peut-être jusqu'à 18 Mt par an à la Chine via le Kazakhstan, ce qui pourrait nécessiter une nouvelle expansion de cette ligne²⁹. *Rosneft* va donc expédier davantage de pétrole brut russe vers la Chine via le Kazakhstan, renforçant ainsi l'importance de ce pays, non seulement comme fournisseur pétrolier pour Pékin, mais aussi comme voie de transit pour l'approvisionnement chinois en pétrole de Russie (son premier fournisseur en 2017).

Gaz

Dans le domaine gazier, le Turkménistan et dans une moindre mesure l'Ouzbékistan sont d'importants fournisseurs de la Chine. En 2016, Pékin a importé 38,5 milliards de m³ de gaz par gazoduc, répartis en 29,4 milliards de m³ provenant du Turkménistan, 4,3 milliards de m³ d'Ouzbékistan et 3,9 milliards de m³ du Myanmar³⁰. Pékin importe en outre 34,3 milliards de m³ de GNL. Au total, le Turkménistan lui a donc fourni en 2016 39,8% de ses importations gazières contre 5,8 % pour l'Ouzbékistan. L'Asie centrale a donc représenté environ 45,6 % des importations gazières totales de Pékin cette année. Le Kazakhstan, important pays de transit pour le gaz turkmène et ouzbek à destination du marché chinois, souhaite accroître ses livraisons à la Chine. Le président Nazarbaev a discuté de cette question avec le président Xi lors du sommet du G20 à Hangzhou en 2016. Les deux pays ont entamé des discussions sur un approvisionnement de 5 milliards de m³ de gaz naturel kazakh à la Chine³¹.

Le contrat, estimé à 1 milliard de dollars, a été signé à la fin septembre 2017³² et les livraisons ont débuté en octobre suivant, ouvrant une nouvelle voie de diversification pour les exportations gazières du Kazakhstan et une nouvelle page dans les relations énergétiques sino-kazakhes³³. Ce gaz kazakh sera transporté via le gazoduc Beineu-Bozoi-Shymkent relié depuis 2015 à la ligne C du système de gazoduc Asie centrale-Chine. Les officiels kazakhs évoquaient en octobre 2017 la possibilité de doubler cette quantité mais il faut se rappeler que d'une part la China National Petroleum Corporation (CNPC) semble avoir signé ce contrat pour répondre à une pénurie interne et que

28 - Elena Kosolapova, « Kazakhstan-China pipeline pumps 100 millionth ton of oil », *Trend News Agency*, 31 mars 2017.

29 - « Rosneft aims to up oil exports to China through Kazakhstan », *Trend Daily Economic News*, 10 octobre 2017.

30 - *BP Statistical Review of World Energy June 2017*, p. 34, <https://www.bp.com/content/dam/bp/en/corporate/pdf/energy-economics/statistical-review-2017/bp-statistical-review-of-world-energy-2017-full-report.pdf>

31 - « Kazakhstan to supply 5 billion cubic meters of natural gas to China », *Russia & CIS Business and Financial Newswire*, 7 juin 2017.

32 - « Kazakhstan to start exporting gas to China on October 15 », *SME Times*, 4 octobre 2017.

33 - « Kazakhstan Could Supply 10 Bln Cu M of Gas to China Annually - Energy Minister », *Russia & CIS Energy Newswire*, 16 octobre 2017.

les prix obtenus n'étaient pas en faveur de la Chine³⁴ et que d'autre part, le gaz kazakh doit faire face à une forte concurrence des livraisons du Turkménistan, de l'Ouzbékistan et de la Russie dans le cadre de contrats à long terme conclus avec Pékin³⁵. Avec Tachkent, la Chine a signé un accord à moyen terme sur les livraisons de gaz naturel pour 2018-2020 à l'occasion de la visite du président ouzbek en mai 2017. Il est convenu qu'en 2018, 2019, 2020, les volumes exportés passeront à 10 milliards de m³ par an³⁶.

En ce qui concerne les infrastructures gazières entre Pékin et l'Asie centrale, un système de gazoduc comprenant trois branches (« A », « B », « C ») a été construit pour relier le Turkménistan à la Chine. Les lignes A et B sont opérationnelles respectivement depuis décembre 2009 et octobre 2010. Elles ont atteint leur capacité prévue de transport de 30 milliards de m³ par an à la fin de 2011. La ligne C est devenue opérationnelle en mai 2014. Sa capacité annuelle de transport est de 25 milliards de m³ de gaz naturel, soit une capacité totale de transport de 55 milliards de m³ par an. A côté de ces trois branches existantes, un autre tuyau (ligne D) était envisagé pour transporter jusqu'à 25 milliards de m³ de gaz turkmène supplémentaires à travers l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et la République kirghize (accord signé en 2013, travaux prévus en 2015), ce qui aurait pu porter la capacité totale de transport du gaz centrasiatique à destination de la Chine à 80/5 milliards de m³ par an. Mais en raison de divers retards, ce projet a été différé par l'Ouzbékistan en accord avec la Chine puis suspendu en mars 2017, une déconvenue pour l'ensemble des partenaires mais aussi pour l'intégration régionale et une perte économique importante tant pour les pays de transit que pour Achgabat³⁷. En dépit du pessimisme, la CNPC a annoncé en juillet 2017 la poursuite de la construction de la section tadjike (400 km) de la ligne qui est le plus gros investissement chinois dans ce pays (3 milliards de dollars)³⁸. Les travaux doivent prendre deux ans. La construction de la section kirghize (215 km) doit débuter fin 2019 selon Bichkek. Elle durera trois ans et coûtera 1,2 milliard de dollars, financé par la partie chinoise³⁹. De son côté, le Turkménistan qui a absolument besoin d'accroître les quantités de gaz exportées vers la Chine pour assurer la stabilité de son économie et honorer ses dettes à l'égard de Pékin a proposé à l'été 2017 le développement d'une route alternative via l'Afghanistan, le Tadjikistan et la République kirghize⁴⁰. Cette option pourrait aider à stabiliser l'Afghanistan, ce

34 - « Kazakhstan Exports First Gas to China », *International Oil Daily*, 24 octobre 2017.

35 - « Kazakhstan Could Supply 10 Bln Cu M of Gas to China Annually - Energy Minister », *Energy Monitor Worldwide*, 17 octobre 2017.

36 - « Uzbekistan Plans to Increase Gas Exports to China to 10 Bcm per Year », *Turan Information Agency*, 16 juin 2017.

37 - « Uzbekistan postpones construction of fourth line of gas pipeline to China indefinitely », *Esmerk*, 2 mars 2017.

38 - « Construction of Tajik section of Turkmenistan-China gas pipe-line starts », *Trend News Agency*, 27 juillet 2017.

39 - « Construction of Turkmenistan-China gas pipeline's 4th branch to start in 2019 », *Trend News Agency*, 21 décembre 2017.

40 - « Turkmenistan proposes new gas export route to China - via Afghanistan », *Interfax*, 4 juillet 2017 et « Regional Powers To Decide Fate Of TAPI Pipeline – Analysis », *Eurasia Review*, 5 mars 2018.

qui est un objectif partagé par Pékin même si ce dernier s'interroge sans doute sur la sécurité de cette ligne.

Si l'objectif officiel d'Achgabat est d'exporter de 65 à 70 milliards de m³ de gaz par an en direction du marché chinois – il n'en a exporté que 35 milliards de m³ en 2016 et en prévoit 38 en 2017-, il existe une importante incertitude pour l'avenir. Certains observateurs considèrent qu'en raison du ralentissement économique et de la faiblesse de la demande de gaz en Chine, Pékin pourrait ne pas importer des quantités aussi importantes de gaz turkmène. Les livraisons turkmènes pourraient plafonner autour de 40 milliards de m³ par an au grand dam d'Achgabat contraint de se tourner vers d'autres marchés comme le Pakistan, l'Inde ou l'Europe, des possibilités qui ne sont guère aisées à mettre en œuvre même si des avancées ont été enregistrées avec Islamabad et New Delhi à l'hiver 2017-2018⁴¹. Pékin ne souhaite pas non plus être trop dépendant d'une seule source et a donc diversifié ses fournisseurs en Asie centrale grâce aux importations de gaz ouzbek et désormais kazakh, ce qui la place dans une position de force pour négocier avec Achgabat. Ce dernier dépend actuellement quasi exclusivement du marché chinois pour ses exportations gazières. Ses seuls autres clients sont saisonnièrement le Kazakhstan, mais surtout l'Iran avec qui Achgabat est en conflit sur les arriérés de paiement⁴² et la Russie qui a suspendu ses importations depuis 2016. Quoi qu'il en soit, malgré la déconvenue (temporaire ?) de la ligne D, les liens en matière gazière sont bien établis entre la Chine et ses voisins centrasiatiques et renforcent d'autant l'influence chinoise dans la région. Cette dernière fournit un peu moins de la moitié des importations gazières totales de la Chine. Selon l'Agence internationale de l'énergie, la demande de gaz de Pékin devrait augmenter de 8,7% par an jusqu'en 2022, ce qui laisse la porte ouverte à une augmentation des flux. Ces derniers sont plus que jamais vitaux pour Achgabat et constituent un domaine de coopération croissant entre Pékin et Astana mais aussi Tachkent et peut-être, si la ligne D se met finalement en place, également avec Bichkek et Douchanbé, reliant l'ensemble de la région au marché chinois.

Nucléaire

La coopération entre Pékin et Astana s'est aussi renforcée en 2017 dans ce secteur très important pour la Chine qui a lancé le plus grand programme de construction nucléaire au monde. La **China General Nuclear (CGN)**, qui est présente au Kazakhstan depuis 2006 et développe actuellement conjointement une usine de fabrication de combustible nucléaire avec **KazAtomProm**, prévoit d'étendre sa coopération avec Astana en matière d'approvisionnement nucléaire, d'exploration dans le secteur de l'uranium, de commerce, de pellets de combustible nucléaire et d'opérations de traitement de composants⁴³. Le Kazakhstan, premier producteur mondial d'uranium, doit lancer en 2019

41 - « Revenues of Turkmenistan from Gas Exports to China Decreased by Almost 30% in 2016 », *Turan Information Agency*, 1^{er} mai 2017.

42 - « Turkmenistan, Iran to take gas dispute to arbitration », *Reuters*, 5 décembre 2017.

43 - Zheng Xin, « CGN deepens ties with Kazakhstan », *China Daily*, 10 mai 2017.

la production de combustible nucléaire destiné aux centrales chinoises via la joint-venture *Ulba Metallurgical Plant* (UMP) créée en 2016 aux termes d'un accord signé entre *KazAtomProm* et la CGNPC-URC (filiale de la CGN). Ce dernier faisait suite à des accords antérieurs conclus par *KazAtomProm* avec des sociétés chinoises à la fin de 2015 sur le développement des mines d'uranium au Kazakhstan et la construction d'une usine de production de combustible nucléaire dans le pays. Cette usine d'assemblage de combustible nucléaire sera la principale source de production de combustible nucléaire au Kazakhstan⁴⁴. Malgré le ralentissement du programme nucléaire chinois et de ses importations d'uranium, ce secteur de coopération reste majeur pour Astana qui cherche néanmoins à diversifier ses clients.



Des secteurs en développement : l'agriculture et l'agro-industrie

L'intérêt mutuel de Pékin et de ses voisins centrasiatiques dans le domaine agricole s'est renforcé ces dernières années. Vu ses besoins et l'accroissement de sa demande interne, notamment pour des produits de qualité et bio, la Chine est très intéressée par les productions agricoles d'Asie centrale. De leurs côtés, les RAC, dont une partie importante de la population est rurale, considèrent la Chine comme un marché d'exportation d'avenir. C'est le cas du Kazakhstan, dont plus de 40 % de la population vit dans les zones rurales mais dont le secteur agricole ne représente qu'environ 5 % du PIB. Pékin s'intéresse particulièrement aux productions kazakhs (blé, farine, soja, miel, huiles végétales, viande, fruits et légumes bio, etc) et est déjà un des principaux clients d'Astana pour ce type de produits aux côtés des pays membres de l'Union économique eurasiatique, de l'Iran et des pays du golfe Persique. Le potentiel de croissance des exportations paraît très prometteur⁴⁵. Une délégation kazakhe s'est rendue à Pékin en mars 2017 avec pour objectif d'attirer les investissements chinois dans le secteur agro-industriel et de promouvoir l'importation des produits agricoles kazakhs. Les parties ont discuté de la levée des restrictions qui touchent ces derniers. Elles ont convenu d'accélérer les procédures de coordination des projets de protocoles d'exigences vétérinaires et phytosanitaires applicables à 34 types de produits kazakhs. Des discussions sur de possibles investissements dans des projets de transformation de produits agricoles ont été menées avec huit grandes entreprises chinoises, dont les sociétés transnationales Wilmart, CITIC et COFCO⁴⁶. La coopération agricole est ainsi devenue un autre domaine clé de la coopération bilatérale sino-kazakhe. Les deux partenaires menaient

à la mi-2017 plus de vingt projets agricoles conjoints⁴⁷. Ils ont signé un certain nombre d'accords visant à élargir la liste des produits agricoles kazakhs exportés vers la Chine en juillet 2017⁴⁸. Dans le domaine de la viande, un mémorandum sur un programme d'investissement conjoint pour 2018-2024 a été conclu. Il prévoit la création d'infrastructures pour l'élevage et l'exportation de bétail, ainsi que pour la production et l'exportation de viande bovine. Il est prévu d'attirer 600 millions de dollars d'investissements chinois dans le secteur agricole du Kazakhstan⁴⁹. Le ministre de l'Agriculture kazakh était à nouveau en Chine en novembre 2017. Il a déclaré à cette occasion que la Chine était l'un des partenaires stratégiques les plus importants du Kazakhstan du point de vue de la croissance et du développement du complexe agro-industriel⁵⁰.

Ailleurs en Asie centrale, Pékin a obtenu en janvier 2017 la location de plus de 5 000 hectares de terres agricoles au Tadjikistan pour la culture du coton pour une période de dix à vingt ans⁵¹. Le Kirghizstan a de son côté entamé des pourparlers en février 2017 pour obtenir des permis d'exportation pour ses produits agricoles (farine, viande, haricots rouges, fruits, aliments pour animaux de compagnie)⁵². Une entreprise chinoise a proposé de construire une zone de coopération agro-industrielle dans ce pays pour élever et abattre du bétail, produire du fourrage, transformer la viande et développer un centre logistique pour les produits congelés⁵³. Avec l'Ouzbékistan également, l'agriculture fait l'objet de discussions. La partie chinoise est intéressée par l'investissement dans ce secteur et le commerce des produits connexes, la construction de parcs agro-industriels et la possibilité de créer une zone internationale d'élevage conjointe. Tachkent souhaite de son côté renforcer la coopération avec la Chine dans des domaines clés comme la transformation des produits agricoles, la culture du coton, l'aquaculture et l'exportation de produits agricoles⁵⁴. Les relations dans le domaine agricole et de l'agro-industrie pourraient donc se renforcer à l'avenir et ses voisins centrasiatiques, notamment le Kazakhstan, jouer un rôle plus important dans la sécurité alimentaire de la RPC.

47 - « Chinese president's visit to enhance China-Kazakhstan partnership », *Xinhua*, 7 juin 2017.

48 - « Kazakhstan, China sign 7 agricultural agreements worth \$160 million », *Central Asian News Services*, 11 juillet 2017 et « Kazakhstan's Food Contract Corporation to export 150,000 tonnes of fodder grain to China this marketing year », *Central Asia General Newswire*, 11 juillet 2017.

49 - « Kazakhstan/China: Program of cattle breeding and export in 2018-2024 », *Dairy News*, 8 novembre 2017.

50 - « China is among most important strategic partners of Kazakhstan », *Kazakhstan Government News*, 8 novembre 2017 et « Kazakhstan : Cooperation with China in Agricultural sphere to improve », *Business World Journal*, 9 novembre 2017.

51 - « Tajikistan : 5,000 ha of farmland handed over to China », *Krest' yanskiye vedomosti*, 20 janvier 2017.

52 - « Kyrgyzstan in talks with China to get permits for export of its agricultural products : Ambassador », *Central Asian News Services*, 21 février 2017 et « China willing to buy cherries from Kyrgyzstan », *AKIpress*, 12 avril 2017.

53 - « Chinese Company plans agro-industrial zone in Kyrgyzstan », *TendersInfo*, 12 janvier 2017.

54 - « Prime Minister of Uzbekistan receives Minister of Agriculture of China », *UzDaily*, 10 juillet 2017.

44 - « Kazakhstan to produce nuclear fuel for China from 2019 », *IntelliNews*, 29 mai 2017.

45 - « Kazakhstan can become major exporter of agro products to China and Russia », *The Times of Central Asia*, 28 août 2017.

46 - « Kazakhstan seeks China investment in agro-industrial sector, more agro exports », *The Times of Central Asia*, 3 avril 2017.



Essor de la coopération dans les infrastructures de transports dans le cadre de l'initiative des nouvelles routes de la Soie

Le transport et la logistique sont un des domaines prioritaires de la coopération sino-centrasiatique. La Chine met l'accent sur le développement du couloir économique Chine-Asie centrale-Asie occidentale-Europe, qui relie sa province du Xinjiang à la République kirghize, au Tadjikistan, au Kazakhstan, à l'Ouzbékistan et au Turkménistan. Cet axe est destiné à raccourcir les distances entre la Chine et les marchés jusqu'en Europe mais il contourne aussi la Russie, ce qui ne peut qu'inquiéter celle-ci qui risque d'être marginalisée comme pays de transit pour le commerce Chine-Europe et pourrait voir son influence se restreindre davantage en Asie centrale du fait des projets chinois. Dans ce secteur aussi des avancées ont été enregistrées en 2017.

Lors de la visite de Xi Jinping en mai 2015 au Kazakhstan, les deux pays s'étaient engagés à aligner davantage leurs stratégies de développement. Ils ont ensuite signé en septembre 2016 un plan pour la coordination entre le programme kazakh *Nurly Zhol* (« Chemin lumineux » en kazakh) lancé en 2015 par Astana et destiné notamment à renforcer les infrastructures logistiques et de transport et la BRI chinoise. Dans le cadre de son déplacement à Astana en juin 2017, Xi Jinping a mis l'accent sur l'approfondissement de ce type de coopération (ports, transport et logistique, promotion de la connectivité et facilitation du commerce). L'intérêt chinois correspond à la stratégie kazakhe de transformation du pays en *hub* logistique international de transit, notamment pour le commerce chinois en direction de l'Asie centrale, du Moyen-Orient, du golfe Persique, de la Turquie et de l'Europe. Dans ce but, Astana continue de travailler à améliorer la qualité de ses infrastructures, l'efficacité des douanes, la facilité d'organiser des envois internationaux et de les suivre. Autant de développements destinés à asseoir sa position de pays de transit et à accroître son attractivité pour Pékin.

Dans le domaine du transport routier, un mémorandum a été signé en octobre 2016 entre les deux pays pour créer un système de permis. Il prévoit une réglementation complète du trafic de passagers et de marchandises. Dans ce cadre, Pékin et Astana ont échangé en novembre 2017 10 000 documents d'autorisation sur le transport de marchandises à travers les terminaux frontaliers avec le droit d'effectuer un aller-retour⁵⁵. Il existe par ailleurs un accord entre les États membres de l'OCS (2014)⁵⁶ dont l'objectif est de développer le trafic routier international entre ses membres et d'établir un marché des transports. En vertu de cet accord, le transport de marchandises par route emprunte des itinéraires convenus sur la base d'un système de permis

55 - « Kazakhstan, China exchange vehicle traffic permission documents », *Trend News Agency*, 2 novembre 2017.
56 - L'« Intergovernmental Agreement of the Shanghai Cooperation Organization Member States on the Facilitation of International Road Transport » signé en septembre 2014.

fondé sur des quotas. Il identifie six routes, dont quatre traversent le Kazakhstan. Ces itinéraires doivent ouvrir au plus tard en 2020. Une fois entré en vigueur, l'accord permettra d'expédier du fret via les routes approuvées depuis l'est de la Chine vers l'Europe occidentale⁵⁷. Deux itinéraires de fret routiers transfrontaliers ont été lancés en janvier 2017 entre le Xinjiang et la République kirghize (routes Urumqi-Kachgar-Och et Urumqi-Kachgar-Bichkek)⁵⁸. Par ailleurs, un accord portant sur les transports routiers internationaux a été signé en mai 2017 entre Tachkent et Pékin lors de la visite d'État du président ouzbek. Il est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2018. Selon cet accord, les transports bilatéraux et de transit seront effectués sur la base de permis délivrés par les autorités compétentes des deux pays, qui échangeront un nombre convenu de permis pour le transport de marchandises. Dans ce contexte, un corridor routier reliant le Xinjiang à l'Ouzbékistan via la République kirghize (itinéraire Kachgar-Irkeshdam-Och-Andijan-Tachkent) a été pleinement lancé fin février 2018⁵⁹. C'est l'itinéraire le plus court entre la vallée de Fergana en Ouzbékistan et la Chine. Il devrait selon les estimations réduire les coûts de transport des marchandises entre les deux pays de 20% et stimuler les échanges⁶⁰. Il va ouvrir de nouvelles perspectives d'expansion des liens économiques et commerciaux entre Pékin et ces deux voisins.

En matière ferroviaire, des discussions, entamées depuis déjà quinze ans, sont toujours en cours avec Bichkek et Tachkent pour la construction d'une ligne reliant la Chine, le Kirghizstan et l'Ouzbékistan. Dans le cadre du sommet des routes de la soie de mai 2017, Xi Jinping a souligné l'intérêt pour son pays du développement de cette ligne. Du côté de Tachkent, l'initiative chinoise est bien accueillie car elle pourrait renforcer la connectivité du pays et le placer au cœur de projets de transports de la région, lui permettant de mieux tirer profit de sa « centralité » en Asie centrale du point de vue ouzbek. Du côté de la République kirghize, en juillet 2017, le président Atambayev a lancé une proposition pour un nouvel itinéraire. Une « percée » aurait en effet été accomplie lors de sa rencontre de janvier 2017 avec le président Xi⁶¹. Lors de la 16^e réunion du Conseil des chefs de gouvernement de l'OCS à Sochi (Russie) en décembre 2017, le Premier ministre kirghize a rencontré son homologue Li Keqiang qui lui a confirmé l'intérêt chinois pour la construction de cette ligne. Il a été décidé d'établir un groupe de travail tripartite avec l'Ouzbékistan pour en étudier les aspects techniques et économiques. Bichkek et Tachkent ont entamé des pourparlers sur cette question en décembre 2017. Les parties ont convenu d'accélérer le processus de négociation⁶². Tachkent a accueilli fin décembre 2017

57 - « Kazakhstan - industry leader explains why trade prospects with China look set to rise », *Ria Oreanda*, 17 août 2017.

58 - « Kyrgyzstan/China: New cargo routes launched from Osh, Bishkek to Urumqi, Kashgar », *Xinhua*, 10 janvier 2017.

59 - Bai Tiantian «Central Asia corridor to boost trade », *Global Times* (China), 28 février 2018.

60 - « Uzbekistan, Kyrgyzstan, China test new cargo route », *Podrobno* dans BBC Monitoring Central Asia Unit, 30 octobre 2017.

61 - « Kyrgyzstan offers China new proposal for China-Kyrgyzstan-Uzbekistan railroad – Atambayev », *Interfax*, 24 juillet, 2017.

62 - « Uzbekistan, Kyrgyzstan move to build railway link to China », *24.kg* dans BBC Monitoring Central Asia Unit, 14 décembre 2017.

une réunion tripartite. Le tracé détaillé de la ligne doit être présenté en avril 2018, l'étude de faisabilité en août et les questions financières discutées avant la fin 2018. Selon les paramètres préliminaires du projet, la réduction de la distance entre l'Asie de l'Est et les pays du Moyen-Orient et de l'Europe pourrait être de 900 kilomètres, ce qui en ferait l'un des itinéraires les plus courts pour le transport de marchandises chinoises vers l'UE⁶³. Si cette option est intéressante pour les partenaires, elle est confrontée à des défis majeurs. Le relief, par exemple, nécessite la construction de près de 50 tunnels et de plus de 90 ponts⁶⁴. En attendant, de nouveaux itinéraires pour le transport du fret depuis la Chine vers l'Ouzbékistan (via Khorgos à la frontière sino-kazakhe) ont été lancés au cours de l'année 2017 (comme entre Ganzhou au Jiangxi et Tachkent en juillet)⁶⁵ et Pékin a octroyé à ce pays une aide de 18 millions de dollars pour améliorer l'inspection, la gestion du fret ferroviaire et accélérer le contrôle douanier⁶⁶. Les infrastructures ouzbèques permettent également de transporter du fret de Chine vers le marché afghan via le port d'Hairatan. Les opérations, lancées en septembre 2016, ont toutefois été interrompues en juin 2017, notamment faute de subventions chinoises mais aussi d'accord de transit entre Kaboul et Tachkent⁶⁷.

Des avancées ont été enregistrées ailleurs en Asie centrale dans le domaine ferroviaire. Un accord sur l'organisation des trains à conteneurs pour la voie Chine-Europe a été signé avec Astana en avril 2017⁶⁸ et lors de la visite de Xi Jinping de juin 2017, les deux pays ont décidé de développer davantage de services internationaux de trains de marchandises entre eux et en direction de l'Asie centrale, de l'Europe et des pays du Golfe via le Kazakhstan, avec pour objectif une réduction des coûts logistiques d'ici à 2025⁶⁹. Ils doivent améliorer la coopération dans le développement transfrontalier des chemins de fer, des routes et des ports, l'inspection, la quarantaine et l'efficacité du dédouanement. Il s'agit de réaliser le potentiel du Kazakhstan comme voie de transit vers l'Europe et d'autres marchés pour les exportations chinoises. Pékin, qui a élaboré un plan quinquennal (2016-2020) pour le développement du transport international de conteneurs entre son territoire et l'Europe, souhaite diversifier ses options. Aussi le gouvernement chinois a-t-il stimulé par le biais de subventions l'utilisation des voies ferrées à travers le continent. Ce type de transport demeure cependant beaucoup plus cher que celui par la mer (jusqu'à dix fois) même s'il peut être plus rapide. En outre, il se heurte encore à des difficultés comme le retard et la

63 - « China, Uzbekistan, Kyrgyzstan agree on terms of developing railway route », *Trend News Agency*, 27 décembre 2017.
64 - « China, Kyrgyzstan, Uzbekistan agree on railway project », *Azer News*, 27 décembre 2017.
65 - « New China-Europe freight train links China's Jiangxi, Uzbekistan », *Xinhua*, 9 juillet 2017
66 - « Uzbekistan gets inspection equipment from China to be set up at its customs points », *TendersInfo*, 1er juin 2017.
67 - « Railway cargo operation between Afghanistan and China depends on Uzbekistan ? », *The Times of Central Asia*, 12 septembre 2017.
68 - « Railway administrations of Kazakhstan and China agreed in Beijing to increase cargo flows in the China-Europe transit via Kazakhstan », *Economic News*, 14 avril 2017.
69 - « China, Kazakhstan eye stronger cross-border, security cooperation », *Xinhua*, 8 juin 2017.

lenteur du passage des frontières, la corruption, ou les différents écartements des voies ferroviaires entre pays qui nécessitent encore des changements de bogies même si de manière croissante on transfère les conteneurs pour gagner du temps. Malgré ces difficultés, plusieurs nouvelles lignes ou itinéraires pour le fret ferroviaire ont été lancés via le Kazakhstan en 2017 comme l'itinéraire Yiwu-Londres. Une ligne pour le transport de marchandises entre Urumqi et Almaty a aussi été inaugurée en février. Elle transite par Khorgos plutôt que par le col d'Alatau et rejoint Almaty en trente heures, soit une baisse de près de 25% du temps de trajet par rapport à l'itinéraire précédent⁷⁰. Elle doit permettre d'atteindre au-delà de l'Asie centrale, l'Iran et la Turquie.

Une ligne internationale de conteneurs a été annoncée le long de la route Chine-Kazakhstan-Turkménistan-Iran (10 300 km) en juin 2017. Ce projet évoqué depuis 2014 devrait entrer en fonction sur une base régulière en 2018⁷¹. Pour renforcer son attractivité, la compagnie de chemins de fer nationale kazakhe a annoncé des « tarifs préférentiels spéciaux » pour les conteneurs transportés via cette route⁷². Astana pense que l'Iran, l'Inde, le Moyen-Orient et les pays du golfe Persique auront un potentiel de trafic de près de 400 000 conteneurs d'ici 2020⁷³. La partie turkmène considère également qu'il s'agit du chemin le plus court pour acheminer du fret en direction des pays du golfe Persique depuis la Chine⁷⁴. La coopération bilatérale dans le domaine des transports et sur cette ligne en particulier a été évoquée lors de la rencontre entre les présidents turkmène et chinois en juin 2017. Des consultations ont été entamées entre les autorités ferroviaires chinoises, kazakhes, turkmènes et iraniennes. Elles ont discuté en novembre 2017 de l'établissement de tarifs compétitifs pour cette route et une série de tests via Khorgos a été lancée en janvier 2018⁷⁵. La signature par le Turkménistan et le Kazakhstan d'un accord de partenariat stratégique en avril 2017⁷⁶ pourrait faciliter la coopération trilatérale (Chine-Kazakhstan-Turkménistan) dans ce secteur. L'ouverture du port de Turkmenbashi sur la mer Caspienne au Turkménistan pourrait aussi offrir une option supplémentaire de routage ferroviaire entre la Chine et l'Europe. Ce port fait en effet partie du corridor commercial Europe-Caucase-Asie (TRACECA). Les marchandises pourraient être acheminées par voie ferrée jusqu'à Turkmenbashi depuis la Chine avant d'être embarquées sur un navire pour le transit vers Bakou (Azerbaïdjan) puis les ports géorgiens de Batumi et Poti

70 - « New cargo train route connecting Almaty, Urumqi starts operation », *Xinhua*, 25 février 2017.
71 - « Container trains from China to Iran through Kazakhstan to run in June », *The Times of Central Asia*, 5 juin 2017.
72 - « Kazakhstan to apply 'special tariffs' on cargo taking China-Iran route », *IntelliNews*, 26 juin 2017.
73 - « Kazakhstan plans to increase rail-container traffic to China 75% in 2018 », *Central Asia General Newswire*, 23 novembre 2017.
74 - « Persian Gulf facilitated speedy cargo delivery with China-Kazakhstan-Turkmenistan-Iran Rail », *TendersInfo*, 15 janvier 2017.
75 - « China, Kazakhstan, Turkmenistan, Iran to boost cargo transportation via railways », *Trend News Agency*, 28 novembre 2017 et « Second test train tries out China-Kazakhstan-Turkmenistan-Iran railway », *IntelliNews*, 11 janvier 2018
76 - « Astana & Ashgabat form alized strategic partnership treaty », *TendersInfo*, 20 avril 2017.

pour la traversée de la mer Noire vers la Roumanie, où le couloir se termine. Mais cet itinéraire suppose des transits par mer et le passage de plusieurs frontières, ce qui est un handicap par rapport à celui allant de la Chine à l'Europe via le Kazakhstan et la Russie. Comme Moscou et Astana sont membres de l'Union douanière eurasiennne, il n'y a que deux frontières à franchir, celle entre la Chine et le Kazakhstan puis celle entre la Russie et l'Union européenne⁷⁷.

Le Kazakhstan et la Chine travaillent conjointement sur une ligne de conteneurs le long de la route Lianyungang-Turquie à travers le territoire du Kazakhstan, en utilisant la nouvelle ligne ferroviaire Kars-Akhalkalaki inaugurée en octobre 2017. Des services de transport de marchandises ont débuté en octobre 2017 entre Taiyuan, la capitale de la province du Shanxi, et Pavlodar au Kazakhstan⁷⁸. Une autre ligne reliant la ville de Xian à la ville finlandaise de Kouvola a été inaugurée en novembre 2017. Dans ce cadre, le point de passage transfrontalier de Khorgos a pris une importance accrue dans la coopération ferroviaire bilatérale. Les partenaires cherchent à accroître les flux de marchandises depuis la Chine vers le Kazakhstan, l'Asie centrale, les pays du Golfe persique, la Turquie et l'Europe. Selon les médias, le Centre international de coopération frontalière de Khorgos est un grand succès. Il a lancé douze passages libre-service à la mi-mars 2017, permettant aux visiteurs de passer la douane en dix secondes à l'aide de dispositifs d'identification faciale et digitale⁷⁹. Cependant, depuis avril 2017, des points de contrôle supplémentaires ont été installés pour les transports et les piétons à Khorgos. Les militaires chinois les utilisent pour contrôler et inspecter les individus et les véhicules qui se déplacent dans leur direction dans le cadre de la lutte contre l'extrémisme religieux et le terrorisme international. La multiplication de ces mesures sécuritaires pèsent sur l'efficacité de cette zone en terme d'attrait, d'accès, de facilité et de temps de transit et donc *in fine* sur le commerce bilatéral⁸⁰.

Enfin, Pékin et Astana ont ouvert des discussions sur la construction d'une troisième ligne de chemin de fer transfrontalière de transit reliant le Xinjiang (les villes de Karamay puis Tacheng) au territoire kazakh (Ayagoz) pour ensuite emprunter les voies en direction de la Russie et de l'Europe. Un protocole d'accord sur la réalisation de l'étude préliminaire pour la construction de la section kazakhe de 270 km entre Bakhty et Ayagoz a été signé en mars 2017. Le projet une fois mis en place pourrait réduire considérablement le temps de transport de marchandises et de passagers entre l'ouest de la Chine et le Kazakhstan, la Russie et les pays européens⁸¹. Ce serait la voie ferrée internationale

77 - D'après Eugene Gerden, « Turkmenistan port opens new China-Europe rail corridor », *Journal of Commerce*, 30 novembre 2017.

78 - « Cargo train services launched between China's Shanxi and Kazakhstan », *China Daily*, 1er octobre 2017.

79 - « China-Kazakhstan free trade zone sees 1 mln visitors in Q1 », *Xinhua*, 4 avril 2017.

80 - « Kazakhstan, China discuss border crossing issues », *BBC Monitoring Central Asia Unit*, 10 décembre 2017.

81 - « Kazakhstan, China plan to build transit railroad in East Kazakhstan region », *Kazakhstan General Newswire*, 24 mars 2017.

la plus courte et la plus commode reliant le Pacifique et l'Atlantique.

Grâce à ces infrastructures et itinéraires, le transit de conteneurs transportant des marchandises de la Chine vers l'Europe à travers le Kazakhstan a connu une croissance rapide ces dernières années⁸². Selon les statistiques kazakhs, en 2011, ce transit représentait 1 000 conteneurs. Il est passé à 105 000 en 2016 et 200 000 en 2017⁸³. Le Xinjiang a ainsi géré le passage de 223 trains de marchandises de la Chine vers l'Europe en 2016⁸⁴ puis de 667 jusqu'en décembre 2017⁸⁵. Des responsables kazakhs interrogés par le *Financial Times* relèvent que leur pays représente 70 % du trafic de transit Chine-Europe⁸⁶. L'objectif serait d'atteindre les 350 000 conteneurs ferroviaires en provenance et à destination de la Chine en 2018, 600 000 en 2019 et 800 000 en 2020⁸⁷. Si ces chiffres paraissent élevés, ils sont cependant à mettre en perspective. Ils ne représentent qu'un très faible pourcentage comparé au transport de conteneurs par mer (de l'ordre de 15 à 17 millions de conteneurs à destination de l'Europe transitent par la mer depuis la Chine). En outre, lorsque que l'on combine les capacités actuelles des diverses voies ferroviaires terrestres reliant la Chine à l'Europe, le « total ne dépasse pas celui de quatre méga porte-conteneurs qui servent actuellement (à ce) commerce »⁸⁸. Finalement, si on a l'Europe en vue, ce type de service ferroviaire constitue surtout une niche dans le transport de biens à haute valeur ajoutée. Mais sur le plan régional, il peut néanmoins considérablement stimuler les dynamiques et les échanges. Par ailleurs, sur le plan géopolitique et géoéconomique, s'ils ne règlent pas les problèmes et les barrières au commerce⁸⁹, ces projets contribuent à plus long terme à orienter davantage l'Asie centrale vers le pôle chinois en consolidant les liens physiques avec Pékin, en facilitant les échanges et en accroissant la possibilité que cette région (en tout cas certains pays comme le Kazakhstan et le Turkménistan notamment) devienne une zone de transit entre la Chine et le golfe Persique, le Moyen-Orient, l'Asie du Sud et l'Europe. Ils ouvrent aussi de nouvelles opportunités aux républiques centrasiatiques qui sont des États enclavés. De ce fait, les conditions semblent réunies pour faire de la Chine un des acteurs économiques parmi les plus influents en Asie centrale, si ce n'est pas le premier d'entre eux. Ceci étant, à moins qu'elle ne se transforme

82 - Ce n'est pas le cas dans l'autre sens, puisque de très nombreux trains de marchandises qui voyagent de Chine vers l'Europe via l'Asie centrale retournent vides.

83 - « Kazakhstan plans to increase rail container traffic to China 75% in 2018 », *Kazakhstan General Newswire*, 23 novembre 2017.

84 - « Faster train route links NW China logistics hub to Kazakhstan », *Xinhua*, 25 février 2017.

85 - « China sends freight train to Europe via Kazakhstan », *Trend News Agency*, 21 décembre 2017.

86 - Emily Feng, Henry Foy, « China-Kazakhstan border woes dent Silk Road ambitions », *Financial Times*, 21 décembre 2017.

87 - Emily Feng, Henry Foy, « China-Kazakhstan border woes dent Silk Road ambitions », *Financial Times*, 21 décembre 2017.

88 - Jeff Procak cité dans Doug Tsuruoka, « China's landlocked 'port' in Kazakhstan doesn't need water to succeed », *Asia Times*, 9 janvier 2018.

89 - Voir les analyses de Sebastien Peyrouse et Gaël Raballand, « Central Asia: the New Silk Road Initiative's questionable economic rationality », *Eurasian Geography and Economics*, vol. 56, n° 4, 2015, pp. 405-420.

finalement en zone de transit, l'Asie centrale en tant que telle reste marginale pour le commerce extérieur chinois comparé à d'autres partenaires.

Poursuite de l'activation des capacités financières de la Chine

Pékin a activé ces dernières années ses nouvelles capacités financières non seulement en investissant dans divers secteurs en Asie centrale mais aussi en octroyant des prêts à taux réduits et des lignes de crédit importants à ses voisins centrasiatiques. Ces derniers sont très demandeurs et grandes sont leurs attentes vus les besoins de modernisation et de développement de leurs économies, malgré les risques de dépendance accrue à l'égard du voisin chinois.

Au Kazakhstan, selon le président Xi, l'investissement cumulé chinois s'élevait ainsi en juin 2017 à plus de 42,8 milliards de dollars⁹⁰. Fin 2014, Pékin et Astana ont atteint un consensus préliminaire sur la coopération en matière de capacité industrielle. Au total, 51 projets estimés à environ 27 milliards de dollars ont été identifiés dans les domaines des industries innovantes, des transports et de la logistique dans le cadre du programme de coopération sino-kazakh en matière d'investissements⁹¹. Ces projets de coopération doivent contribuer à promouvoir l'industrialisation du Kazakhstan et à créer davantage d'emplois dans ce pays selon Xi Jinping. Il s'agit d'une orientation de la coopération avec la Chine qui pourrait être beaucoup plus bénéfique que par le passé pour la partie kazakhe puisqu'elle doit contribuer à améliorer le tissu industriel du pays et à aider le pouvoir kazakh à remplir ses objectifs économiques, notamment en terme d'emplois pour sa population. Ce type de coopération a donc à la fois un objectif économique et politique. La majorité de ces projets collaboratifs se situe dans les secteurs du pétrole et du gaz, des produits chimiques, de l'énergie, des mines et de la métallurgie, de l'agriculture et de la construction de machines. Au printemps 2017, trois d'entre eux étaient mis en œuvre contre six en 2016. Sept autres projets devaient être menés cette année⁹². Le pic pour la mise en œuvre de ces divers projets est attendu en 2018-2019. Selon la partie chinoise, à la mi-2017, 34 projets avaient été mis en place au Kazakhstan et 43 autres étaient encore en construction⁹³. A l'occasion de la réunion du Conseil d'affaires Kazakhstan-Chine en juin 2017, les entreprises et institutions financières chinoises et kazakhes ont signé de 22 à 24 accords supplémentaires d'une valeur d'environ 7 à 8 milliards de dollars selon les médias des deux pays pour des projets collaboratifs

90 - Chiffres cités dans « Full text of Chinese president's signed article in Kazakh newspaper », *op. cit.*, 2017.

91 - « Trade turnover between Kazakhstan and China increased by 30% », *Kazakhstan Government News*, 18 avril 2017.

92 - « Kazakhstan together with China implements 7 projects this year », *Kazakhstan Government News*, 5 mai 2017.

93 - « China-Kazakhstan capacity cooperation on fast track : official », *Xinhua*, 12 mai 2017.

dans les secteurs de l'énergie (construction/extension de parcs éoliens, construction de petites centrales hydroélectriques), des produits chimiques (production de méthanol, d'ammoniac, de soude caustique) et des métaux⁹⁴.

Ailleurs en Asie centrale, l'investissement cumulé de la Chine en Ouzbékistan n'était que de 7,6 milliards de dollars au début 2017⁹⁵. Le président Mirziyoyev souhaite attirer davantage de capitaux chinois dans de nombreux secteurs (réalisation de la zone économique spéciale de « Jizzakh », domaines des petites et moyennes entreprises, de l'énergie, de l'irrigation, du pétrole et du gaz, de la production de gaz liquéfié, du tourisme, de l'agro-industrie, de la sériculture, etc.)⁹⁶. A en juger par les promesses chinoises, son pays est celui qui a bénéficié le plus du sommet des routes de la soie de mai 2017 à Pékin. Selon le Président du Comité d'État ouzbek sur les investissements, Pékin et Tachkent y ont signé 105 accords pour une valeur de plus de 22 milliards de dollars couvrant un large éventail de secteurs. Davantage donc que les 12 milliards promis lors de la visite en Russie du président ouzbek en avril précédent. Vu les attentes de Tachkent et l'accent chinois sur la connectivité mais aussi le développement des capacités de production de ce pays⁹⁷, la présence chinoise semble donc appelée à s'amplifier considérablement à court et moyen terme. Au Turkménistan, l'entreprise publique chinoise *Sinostruk* a exprimé l'intention de construire une usine d'assemblage de camions en juillet 2017. Au total, on compte environ 70 projets d'investissements d'une valeur de plus de 4 milliards de dollars enregistrés dans ce pays⁹⁸. Au Tadjikistan, la Chine a dépassé la Russie en 2016 en termes d'investissements directs. Ses investissements cumulés ont atteint fin 2016 1,016 milliard de dollars contre 985,6 millions pour Moscou. Pékin représente près de 30 % du total des IDE réalisés dans ce pays (environ 3,8 milliards de dollars)⁹⁹. La Chine ne compte semble-t-il pas s'arrêter là puisque divers projets ont été annoncés en 2017. Ainsi, en avril, la *China Nonferrous Gold Limited*, la première société étrangère à avoir obtenu la propriété à 100% d'un projet d'exploitation minier au Tadjikistan, en l'occurrence le projet aurifère de Pakrut, a annoncé son intention d'investir 70 millions de dollars supplémentaires dans le développement de ce gisement¹⁰⁰. Par ailleurs, en coopération avec l'entreprise publique tadjike

94 - « China, Kazakhstan sign cooperation deals worth over 8 bln USD », *Xinhua*, 9 juin 2017 et « Astana hosts meeting of Kazakhstan-China Business Council », *The Times of Central Asia*, 9 juin 2017.

95 - « Trade between Uzbekistan and China totals \$ 4.2 billion in 2016 », *UzReport*, 25 mars 2017.

96 - « Uzbekistan, China discuss development of trade-economic relations », *UzDaily*, 25 mars 2017; « China to invest in Uzbekistan's sericulture », *The Times of Central Asia*, 23 juillet 2017; « Uzbekistan and China signed a memorandum on cooperation in the field of tourism », *UzReport*, 14 septembre 2017.

97 - Voir les déclarations de Li Keqiang dans « Li Keqiang Meets with Prime Minister Abdulla Aripov of Uzbekistan », *TendersInfo*, 4 décembre 2017.

98 - « China offers Turkmenistan to build truck assembly plant », *Trend Daily Economic News*, 10 juillet 2017.

99 - « China overtakes Russia as largest investor in Tajikistan », *Asia-Plus* dans *BBC Monitoring Central Asia Unit*, 2 février 2017.

100 - « China mining company to invest \$70 million in Pakrut Gold Project », *Metalukraine.com*, 14 avril 2017.

Talco, le *Yunnan Construction Engineering Group* a déclaré en novembre qu'il allait construire une usine d'aluminium conjointe dans la ville de Tursunzoda. Un projet d'une valeur de 1,6 milliard de dollars¹⁰¹. Il faut se souvenir que l'aluminium est un secteur stratégique dans ce pays. C'est l'une des principales exportations du Tadjikistan. Douchanbé cherche aussi à attirer les investissements dans les secteurs de la chimie, de la métallurgie, de la construction, la transformation et le commerce des produits agricoles. Comme l'a annoncé son Premier ministre en décembre 2017, des politiques préférentielles visant les entreprises chinoises devraient être annoncées pour mieux attirer leurs investissements¹⁰².

Outre les investissements, Pékin fournit aussi des capitaux importants aux RAC sous formes de prêts, dons et subventions. Au Kazakhstan, ils ont dépassé 50 milliards de dollars selon le Président Xi¹⁰³. En juin 2017 dans le sillage de sa visite à Astana, l'*Export-Import Bank of China* a par exemple accordé des prêts destinés à financer la construction d'un complexe de production d'hydrocarbures et d'une raffinerie à Atyrau et d'un complexe minier et métallurgique (minerai de fer) dans la région d'Akmola, tandis que la *China Development Bank Corporation* (CDBC) financera la construction de complexes gaziers et chimiques (production de polypropylène)¹⁰⁴. La Banque de Chine a également signé un accord de participation de 120 millions de dollars pour l'expansion de la mine de zinc et de plomb Shalkiya en juin 2017¹⁰⁵. Selon les données de la Banque nationale du Kazakhstan, la dette extérieure du pays à l'égard de la Chine s'élevait en octobre 2017 à 12,3 milliards de dollars, ce qui faisait de Pékin le quatrième créancier en importance d'Astana (avec 7,28% du total de la dette extérieure kazakhe), derrière les Pays-Bas (1^{er}), le Royaume-Uni (2^e) et les États-Unis (3^e) mais devant la France et la Russie¹⁰⁶. La Chine a également accordé des prêts, des subventions et une aide gratuite à l'Ouzbékistan pour 9 milliards de dollars au cours des 25 dernières années. Grâce à ces prêts préférentiels et commerciaux, Tachkent a mis en œuvre ou exécute plus de 60 projets dans des domaines tels que l'énergie électrique, l'extraction du charbon, l'hydroélectricité, l'industrie chimique, le transport ferroviaire, etc.¹⁰⁷. Pékin a semble-t-il décidé de saisir l'occasion de l'arrivée au pouvoir d'un nouveau président désireux de relancer l'économie de son pays et de tirer parti des institutions financières établies par la Chine pour amplifier son assistance financière à Tachkent¹⁰⁸. Lors du sommet

BRI de mai 2017, la Chine lui a octroyé 3 milliards pour la modernisation de 299 stations de pompage, alloué 115 millions de dollars pour la construction d'un chemin de fer autour de la capitale et accordé un prêt de 1,2 milliard pour la construction d'une usine de gaz liquide (GTL) dans le district de Shurtan (province Surkhandarya)¹⁰⁹. La Banque de Chine, sous la garantie de la CNPC, a également signé un accord de prêt pour le développement de la production de gaz dans la région de Boukhara. Le coût total du projet sera de 377,5 millions de dollars¹¹⁰. Les prêts ainsi octroyés par Pékin surpassent donc ceux accordés par Moscou à Tachkent, soit 3,8 milliards de dollars lors du voyage du président ouzbek en avril 2017¹¹¹. Comme ailleurs en Asie centrale, Pékin se positionne donc comme un des principaux fournisseurs de capitaux à l'Ouzbékistan.

La Chine est aussi le premier fournisseur de crédits du Tadjikistan. Sa dette totale envers Pékin a dépassé 1,1 milliard de dollars, soit près de la moitié du total des crédits dus par Douchanbé¹¹². En 2017, la Chine a accordé en outre un don de 230 millions de dollars et un prêt à faible taux d'intérêt de 79 millions de dollars à Douchanbé. Pékin subventionne la construction de nouveaux bâtiments du gouvernement et du Parlement tadjiks et le prêt est destiné à la construction de lignes d'électricité à haute tension dans le pays¹¹³. Douchanbé est un des premiers pays à bénéficier d'un prêt dans le cadre de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (*Asian Infrastructure Investment Bank*, ou AIIB) mise en place par Pékin et dont l'ensemble des RAC à l'exception du Turkménistan sont membres. La Banque a approuvé un prêt de 27,5 millions de dollars pour le projet d'amélioration de la route frontalière entre Douchanbé et l'Ouzbékistan en juin 2016 puis en juin 2017, un nouveau prêt de 60 millions de dollars pour la Phase I de la réhabilitation du projet hydroélectrique de Nourek¹¹⁴. Ces prêts rendent les pays d'Asie centrale – surtout les plus faibles comme le Tadjikistan et la République kirghize – plus dépendants de la Chine. Mais c'est aussi le cas du Turkménistan devenu particulièrement vulnérable étant donné la chute des prix du gaz sur le marché depuis 2014 et le fait que la Chine est aujourd'hui son seul client gazier.

101 - « China to build \$1.6 bn aluminium plant in Tajikistan », *AFP*, 20 novembre 2017.

102 - « China, Tajikistan agree to promote regional connectivity », *Xinhua*, 1^{er} décembre 2017.

103 - Cité dans « Full text of Chinese president's signed article in Kazakh newspaper », *op. cit.*

104 - « Astana hosts meeting of Kazakhstan-China Business Council », *The Times of Central Asia*, 9 juin 2017 et « 22 investment projects worth USD 7bn to be implemented », *Esmerk*, 10 juin 2017.

105 - « Bank of China to provide \$ 120 mln as part of EBRD-arranged syndicated loan for Kazakhstan's ShalkiyaZinc », *Kazakhstan General Newswire*, 29 décembre 2017.

106 - Voir <http://www.nationalbank.kz/?docid=202&switch=eng>

107 - « China issues financial resources for US\$9bn to Uzbekistan in 25 years », *UzDaily*, 27 juillet 2017.

108 - Voir « Uzbekistan president to visit China in mid-May », *The Times of Central Asia*, 4 mai 2017.

109 - Alex Melikishvili, « OBOR summit increases China's footprint in Uzbekistan, expands trade with Georgia and accelerates energy co-operation with Azerbaijan », *IHS Global Insight*, 6 juin 2017.

110 - « Uzbekistan and China start gas production in Bukhara region », *The Times of Central Asia*, 19 juin 2017.

111 - Catherine Putz, « Uzbek President Mirziyoyev Makes State Visit to Russia », *The Diplomat*, 7 avril 2017.

112 - « China Tajikistan's main creditor », *Avesta* dans BBC Monitoring Central Asia Unit, 24 mai 2017.

113 - « Tajikistan to receive \$230 million grant and \$79 million soft loan from China », *TendersInfo*, 7 septembre 2017.

114 - « AIIB will loan US\$60m for the 3 GW Nurek dam upgrade (Tajikistan) », *Enerdata.net*, 19 juin 2017.



Des nuages à l'horizon ? L'embarrassante question des Kazakhs de Chine

Il existe au Xinjiang une importante communauté kazakhe (environ 1,5 million de personnes) considéré du point de vue chinois comme une minorité ethnique de la République populaire. Elle avait posé peu de problème entre les deux pays après 1991 mais depuis quelques temps, l'accroissement des mesures de surveillance et de répression visant particulièrement les minorités ethniques musulmanes au Xinjiang ont créé des tensions. Des kazakhs du Kazakhstan se plaignent d'être empêchés de voir leur famille après que les autorités chinoises ont confisqué les passeports et les permis de résidence des kazakhs dont les membres de la famille vivent de l'autre côté de la frontière. Des protestations ont été organisées contre cette mesure en mai 2017 devant le consulat chinois à Almaty¹¹⁵. La colère contre la Chine s'est accrue parmi les kazakhs en parallèle aux mesures internes adoptées dans la région du Xinjiang. Quelque 200 000 kazakhs détenteurs de passeports chinois et de cartes de résidence permanente ont été invités à remettre leurs cartes de séjour délivrées par le Kazakhstan à la police chinoise « à titre conservatoire ». Parallèlement, la police chinoise aurait émis des mandats d'arrêt à l'encontre de plusieurs dizaines de « ressortissants chinois » qui suivaient un blogueur kazakh (Jarkan 7) sur les réseaux sociaux. 200 kazakhs auraient été placés sur la liste de surveillance de la police du Xinjiang¹¹⁶. Des kazakhs du Xinjiang ont été arrêtés pour avoir discuté des moyens d'émigrer vers le Kazakhstan. Un important imam kazakh a été condamné à dix ans de prison pour avoir prononcé des prières funéraires traditionnelles conformément aux coutumes islamiques et un autre imam kazakh est mort en garde à vue au Xinjiang en juin 2017¹¹⁷. Par ailleurs, dans le cadre de la « lutte contre le terrorisme », des kazakhs ont été visés par la police secrète égyptienne dans une opération demandée par Pékin en juillet 2017 et impliquant environ 200 de ses ressortissants issus des minorités ethniques de Chine – essentiellement des Ouïgours. Au moins deux kazakhs ont été rapatriés en Chine et placés en détention sans possibilité de communiquer¹¹⁸. En décembre, c'est un ancien responsable kazakh d'un district de la préfecture autonome kazakhe d'Ili qui aurait été arrêté à Khorgos¹¹⁹. Les autorités chinoises du Xinjiang auraient incarcéré des centaines de kazakhs, gelant leurs comptes bancaires et leurs avoirs en attendant les résultats d'« enquêtes » menées pour comportement « extrémiste », ce qui inclut semble-t-il les pratiques

115 - « Kazakhstan Residents With Family in China Protest Document Confiscation », *Radio Free Asia*, 13 juin 2017

116 - « Protests continue in Kazakhstan over China's treatment of Kazakhs », *Radio Free Asia*, 6 juillet 2017.

117 - « Ethnic Kazakh Imam Dies in Custody of Chinese Police in Xinjiang », *Radio Free Asia*, 15 juin 2017.

118 - « China Jails Ethnic Kazakh Man for 'Helping others Emigrate to Kazakhstan' », *Radio Free Asia*, 16 août 2017.

119 - « Kazakhstan National Missing, Believed Detained in China, Amid Ongoing Crackdown », *Radio Free Asia*, 27 décembre 2017.

islamiques ordinaires¹²⁰. Un nombre indéterminé de kazakhs est donc détenu aux côtés de Ouïgours dans les « centres d'études politiques » qui ont proliféré dans tout le Xinjiang¹²¹.

Face à cette question délicate, les autorités kazakhes ont adopté une approche prudente. D'un côté, elles se sont alignées sur les positions chinoises en révoquant en octobre 2017 des centaines de « cartes vertes » émises en faveur de kazakhs ethniques de Chine¹²². Mais de l'autre, elles ne peuvent pas rester silencieuses sur un sujet qui alimente des sentiments sinophobes déjà présents dans l'opinion publique kazakhe comme ailleurs en Asie centrale. Des protestations provoquées par les rumeurs sur le projet du gouvernement de vendre des terres agricoles aux étrangers ont par exemple secoué certaines régions du Kazakhstan (avril et mai 2016) et se sont accompagnées de slogans antichinois. Plus récemment, des critiques se sont exprimées à l'égard de la politique interethnique menée par la Chine lors du cinquième Congrès mondial des kazakhs qui s'est tenu à Astana en juin 2017. Certains nationalistes kazakhs se plaignent plus fondamentalement selon le *New York Times* que leur pays, devenu indépendant de Moscou, se transforme en un satellite de Pékin¹²³. Comme ailleurs en Asie centrale, la montée en puissance de la Chine inquiète d'importants segments de l'opinion publique. Aussi, Astana a-t-il multiplié les contacts et ouvert des discussions avec les autorités chinoises sur la question des kazakhs de Chine¹²⁴. Début novembre, l'ambassadeur du Kazakhstan en RPC a rencontré le vice-ministre des Affaires étrangères chinois et à la fin de ce mois, des consultations ont eu lieu entre le ministère des Affaires étrangères kazakh et l'Ambassade de Chine au Kazakhstan¹²⁵. En dépit de l'intérêt des autorités kazakhes à entretenir des relations de proximité avec Pékin, la politique répressive de la Chine à l'égard de ses minorités musulmanes au Xinjiang – dans ce cas précis de la minorité kazakhe de Chine- peut à l'avenir peser négativement sur les rapports bilatéraux et sur l'image de la Chine dans l'opinion publique au Kazakhstan, voire en Asie centrale dans son ensemble, et ce d'autant que le régime chinois s'opiniâtre dans ses choix répressifs et ne s'interroge guère sur le bien-fondé de sa politique dans cette province turcophone malgré les importants effets contre-productifs constatés par les observateurs.

120 - « China Detains Family on Return From Kazakhstan as Mass Detentions Continue », *Radio Free Asia*, 24 novembre 2017.

121 - Voir Human Right Watch, *China: Free Xinjiang 'Political Education' Detainees. Muslim Minorities Held for Months in Unlawful Facilities*, September 10, 2017 (<https://www.hrw.org/news/2017/09/10/china-free-xinjiang-political-education-detainees>) et Catherine Putz, « In Xinjiang, Ethnic Kazakhs and Kyrgyz Face Increased Pressure », *The Diplomat*, November 28, 2017.

122 - « Kazakhstan revokes hundreds of 'Green Cards' issued to ethnic Kazakhs from China », *Radio Free Asia*, 5 octobre 2017.

123 - Andrew Higgins, « China's Ambitious New 'Port': Landlocked Kazakhstan », *The New York Times*, 1^{er} janvier 2018.

124 - Voir Farkhad Sharip, « Astana grapples with growing sinophobic sentiment in Kazakhstan », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 15, Issue 1, 8 janvier 2018.

125 - « Kazakhstan-China diplomatic consultations held in Astana », *Kazakhstan Government News*, 28 novembre 2017.



Conclusion

En 2017, s'appuyant sur un contexte international favorable et les bases posées depuis 25 ans, la Chine a tranquillement consolidé ses rapports avec l'ensemble des RAC dans les domaines tant politique, sécuritaire, commercial, énergétique, financier, que dans les secteurs de l'agriculture et des infrastructures. Ceci dit, il existe des limites importantes à son action. Pékin doit prendre en considération l'inquiétude de Moscou et ses réactions face à ses ambitions dans cette région mais aussi les moyens dont la Russie dispose et qui sont loin d'être négligeables si elle décide de contrecarrer son action. Outre la proximité culturelle, les liens de sécurité ou le fait que de très nombreux Centrasiatiques travaillent en Russie et alimentent par leurs salaires renvoyés au pays l'économie des RAC (notamment celles du Tadjikistan, de la République kirghize et de l'Ouzbékistan), l'exemple de l'Union économique eurasiennne, malgré ses défauts, est venu rappeler que même en matière économique, Moscou dispose d'instruments pour maintenir son influence régionale dans la zone et contrebalancer voire réduire celle de Pékin. La Chine doit aussi tenir compte du poids d'autres acteurs régionaux et internationaux qui ne sont pas inactifs et qui seuls ou ensemble peuvent contrarier ses ambitions en Asie centrale si elles deviennent démesurées. Certains comme le Japon, l'Inde et bien entendu les États-Unis pourraient y travailler, éventuellement même en coordination avec Moscou. Pékin est également confronté à la volonté des dirigeants des RAC de conserver leur marge de manœuvre en diversifiant leurs partenariats comme l'a montré la signature d'un « partenariat stratégique renforcé » entre les États-Unis et le Kazakhstan à l'occasion de la visite du président Nazarbaev à Washington en janvier 2018. La méfiance des populations locales et une certaine sinophobie héritée de l'ère soviétique constituent des obstacles supplémentaires au développement de son influence. Les rivalités et les difficultés dans les relations entre certains États de la région peuvent également compliquer sa tâche et rendre inefficace certains de ses objectifs (on pense à la mise en œuvre des grands projets d'infrastructures par exemple). A cela s'ajoute les risques de sécurité liés au radicalisme islamique et à la situation afghane qui peuvent à la fois menacer les projets chinois dans la région mais aussi, de manière indirecte, par la politique sécuritaire que Pékin a mise en œuvre au Xinjiang face à ces menaces, la desservir auprès des opinions publiques locales (on a vu le cas de la minorité kazakhe du Xinjiang). La Chine n'est pas non plus à l'abri de sérieuses difficultés économiques et financières internes qui pourraient peser sur ses capacités, notamment en terme de prêts et d'investissements, dans un contexte où les attentes de ses partenaires sont très élevées.

Ceci étant dit, sa place de grande puissance sur la scène internationale, la taille, le dynamisme de son économie et sa complémentarité avec celles des pays de cette zone, son indifférence aux caractéristiques autoritaires

des régimes en place, le renforcement de ses capacités militaires et l'activation de ses capacités financières ainsi que l'expansion progressive des infrastructures de transports, constituent autant d'atouts sur lesquels la Chine va continuer de s'appuyer pour asseoir une influence régionale devenue massive quoi que jusqu'à présent non exclusive. L'immobilisme américain, s'il se poursuit, constitue une opportunité supplémentaire. Finalement, ses intérêts économiques, énergétiques et ses investissements croissants dans cette région pourraient l'amener à l'avenir y intensifier sa présence dans le domaine de la sécurité. Un développement inédit en Asie centrale depuis au moins le XIX^e siècle.